

Déroulé et liste des documents administratifs

- Rédaction du devis, du contrat et des CGV (modèles types dans le kit)
- Attestation d'assurance RC Pro et attestation assurance décennale
- Déclaration à l'assureur pour validation (modèle type dans le kit)
- Déclaration de TVA réduite (modèle type dans le kit)
- Convention de bénévolat (modèle type dans le kit + guide du bénévolat)
- Signature du contrat/devis/CGV
- Feuille d'émargement (modèle type dans le kit)
- Éventuels avenants (à faire au cas par cas et à partager via la FEDAC pour faire évoluer le kit qui sera mis à jour pour tout les adhérents qui auront accès au kit)
- PV de réception – éventuelle levée des réserves (modèle type dans le kit)
- Facture (modèle type dans le kit)

**FEDAC - EXEMPLAIRE TYPE /
DOCUMENT DE TRAVAIL**

Article N°...Présence du maître d'ouvrage sur le chantier

Le chantier est réputé interdit au public. La présence du maître d'ouvrage et d'éventuels aidants est proscrite en dehors de réunions organisées et ayant fait l'objet d'une information préalable. La présence de personnes extérieures au chantier ne pourra être acceptée et entraînera l'arrêt du chantier. Cette situation est un cas de force majeure qui ne peut être imputé à l'entreprise et peut impliquer des indemnités d'arrêt de chantier, comme prévu à l'article N°....

-La participation du maître d'ouvrage et d'éventuels aidants au chantier relatif au devis est possible si et uniquement si un contrat de participation a été souscrit au préalable entre l'entreprise (nom) et le maître d'ouvrage, cadrant les modalités de participation et de gestion des questions d'hygiène et de sécurité.

**FEDAC - EXEMPLAIRE TYPE /
DOCUMENT DE TRAVAIL**

Contrat de participation du/de la maître-*sse* d'ouvrage

Entre les soussignés :

M^{me} / M , le-la maître-*sse* d'ouvrage, d'une part, et
M^{me}/ M , représentant légal de l'entreprise accompagnatrice
d'autre part.

Préambule de présentation du chantier

Il est convenu et arrêté ce qui suit,

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent contrat a pour objet de fixer les conditions d'organisation et de déroulement de la participation de M^{me}/ M dans le cadre du chantier se déroulant à l'adresse suivante :

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE PARTICIPATION

Les modalités de participation de M^{me}/ M(au titre de maître-*sse* d'ouvrage dans le cas d'un-e MOA qui serait une personne morale telle une association, mairie, société...), au sein du chantier sont définies comme suit :

*Nature des travaux envisagés: (correspondant à la nature des travaux du devis de la/du professionnel-le accompagnateur-trice, détailler les travaux réservés au-à la maître-*sse* d'ouvrage, et le nombre de salarié de l'entreprise présents lors des travaux)*

.....
-exemple :

détails identiques au devis, le chantier sera accompagné par Mme Dupond avec la présence de son apprenti.

*le-la maître-*sse* d'ouvrage se réserve les parties 5 et 6 détaillés ci-dessus sous la direction de Mme Dupond*

*le-la maître-*sse* doit être présent-e tous les jours et chaque journée prévue au planning sera facturée même en cas d'absence. La présence d'un minimum de 2 et un maximum de 4 personnes est requise chaque jour d'accompagnement et sur l'ensemble des plages horaires prévues. Le nettoyage du chantier et la manutention sont à la charge exclusive du-de la maître-*sse* d'ouvrage et de ses aidants, selon les directives du-de la professionnel-le. La participation à la mise en œuvre se fera sous la direction du-de la professionnel-le, qui portera le geste, et contrôlera la qualité du travail du groupe de manière pédagogique et active lors de la mise en œuvre.*

*Il est possible de cumuler jusqu'à 6 demi-journées d'absences ou de personnel insuffisant avant de constituer un manquement et un motif suffisant à la fin de la participation du-de la maître-*sse* d'ouvrage, et à l'obligation de finir les travaux pour le montant indiqué sans accompagnement sur le devis, avec un délai supplémentaire de fin de travaux de 1 mois.*

Participations complémentaires : (ex : en dehors de la description ci-dessus mais indispensable au bon déroulement du chantier : préparation des repas, tâches ménagères, accueil des bénévoles, accès à l'eau, aux sanitaires, à l'énergie, pour un paysan usage du matériel agricole, etc...).....

Les interventions sur le chantier se feront uniquement en présence du/de la professionnel-le

accompagnateur-trice avec une amplitude horaire pouvant aller de ...h.... à ...h.... les lundis/mardis/mercredis/jeudis/ vendredis/samedis/dimanches (rayer mention(s) inutile(s)) .

interruptions à prévoir en raison de la nature des travaux ou du fait du travail en extérieur et des intempéries

Possibilité d'absence du-de la maître-sse d'ouvrage et minimum de présence avant manquement.

Présence de bénévoles nombre minimum et maximum, périodes,...

ARTICLE 3 : DROITS DU-DE LA MAÎTRE-SSE D'OUVRAGE

-Le-la maître-sse peut choisir d'arrêter sa participation au chantier à tout instant sans délai par information formelle

-Le-la maître-sse peut refuser de porter des charges supérieures à 35kg

-Le-la maître-sse peut refuser de travailler dans des conditions de sécurité qui ne correspondent pas au programme d'interventions établi et coordonné d'un commun accord avec le professionnel accompagnateur, ou simplement hors des normes de sécurité obligatoires pour les professionnels

-le-la Professionnel-le accompagnateur-trice s'engage à fournir les équipements de protection individuels (EPI) suivants :

- *protection auditive*
- *gants*
- *casque*
- *genouillères*

ARTICLE 4 : DEVOIRS DU-DE LA MAÎTRE-SSE D'OUVRAGE

Le/la maître-sse d'ouvrage s'engage à respecter le programme d'interventions établi par le-la professionnel-le accompagnateur-trice.

En cas d'absence, le-la maître-sse d'ouvrage s'engage à prévenir au préalable le-la professionnel-le accompagnateur-trice.

Le/la maître-sse d'ouvrage aura pris préalablement connaissance des règles d'hygiène et de sécurité et de gestion des déchets mises en place par la/le professionnel-le, et s'engage à les respecter.

La/le maître-sse d'ouvrage ne peut pas profiter du temps de travail sur chantier pour promouvoir de quelque manière que ce soit son activité commerciale, ses convictions politiques ou religieuses.

En cas d'absence du-de la professionnel-le, le-la maître-sse d'ouvrage ne peut en aucun cas participer au travaux décrits à l'article 2 et le chantier reste réputé interdit au public.

Le-la maître-sse d'ouvrage s'engage à être équipé-e des EPI suivants :

- *chaussures de sécurité*
- *vêtements de travail*

ARTICLE 5 : ASSURANCE ET DEVOIRS DU-DE LA PROFESSIONNEL-LE

Dans le cadre d'un chantier encadré par un-e professionnel-le, cette/ce dernier-ère est dans l'obligation d'avoir souscrit à un contrat d'assurance de responsabilité civile couvrant le-la maître-sse d'ouvrage.

Le-la professionnel-le travaille dans un cadre réglementaire et se doit donc de répondre à ses obligations de garantie de la sécurité et autres réglementations relatives à son métier (EPC, plan d'évacuation, sécurisation du périmètre de travail...).

Le-la professionnel-le accompagnateur-trice s'engage à fournir un programme d'interventions (*organisation des équipes, plan de sécurité, éventuelle période de pause du chantier, limite de participation à la mise en œuvre,...*).

Le-la professionnel-le accompagnateur-trice s'engage à être présent sauf cas de force majeure (maladie, accident, décès d'un proche,...).

ARTICLE 6 : DURÉE DU CONTRAT DE PARTICIPATION

Le présent contrat de participation est valable pour toute la durée du chantier. La date prévue est du/..../.... au/..../.... et peut être reconduite de manière tacite uniquement dans le cadre des modalités de participation le prévoyant (*éventuelles période d'arrêt du chantier dans la limite des conditions prévues à l'article 2*). Toute modification de ces dates doit faire l'objet d'un avenant au contrat, signé par les deux parties.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, il pourra être mis fin à la participation du-de la maître-sse d'ouvrage, ce qui engagera l'entreprise à finir les travaux pour un coût correspondant au montant présenté sur le devis hors accompagnement. La demande du-de la professionnel-le accompagnateur-trice devra être motivée par un manquement manifeste du-de la maître-sse d'ouvrage à ses devoirs indiqués à l'article 4 ou aux modalités indiquées à l'article 2. En cas de dépassement du coût prévu au devis, l'avenant de prolongation du contrat de participation doit faire mention du dépassement prévu.

en italique : modifiable et supprimable

Fait à , le/..../....

Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé" :

la/le maître-sse d'ouvrage :

représentant légal de l'entreprise :

nom et adresse de l'entreprise
Numéro de téléphone

nom et adresse du maitre d'ouvrage
adresse de
facturation

lieu, le *date*

N°Devis

Nature des travaux et adresse du chantier si différente de celle de facturation

Lot 1 nature des travaux sans tva réduite

Lot 2 nature des travaux de rénovations

Lot 3 nature des travaux de renovations thermiques

FEDAC - EXEMPLAIRE TYPE / DOCUMENT DE TRAVAIL

N°Devis

Nature des travaux et adresse du chantier si différente de celle de facturation

Désignation	Quantité	Unité	Prix unitaire	Montant H.T.
Lot 1 nature des travaux sans tva réduite				0,00 €
détail des travaux				0,00 €
fourniture	1	Unité	0,00 €	0,00 €
main d'œuvre	1	h	0,00 €	0,00 €
détail des travaux				0,00 €
fourniture détaillée	1	ml	0,00 €	0,00 €
main d'œuvre	1	h	0,00 €	0,00 €
Lot 2 nature des travaux de rénovations				Err :509
détail des travaux				0,00 €
fourniture	1	Unité	0,00 €	0,00 €
main d'œuvre	1	h	0,00 €	0,00 €
détail des travaux				0,00 €
fourniture	1	ml	0,00 €	0,00 €
main d'œuvre	1	h	0,00 €	0,00 €
Lot 3 nature des travaux de renovations thermiques				0,00 €
détail des travaux				0,00 €
fourniture	1	Unité	0,00 €	0,00 €
main d'œuvre	1	h	0,00 €	0,00 €
détail des travaux				0,00 €
fourniture	1	ml	0,00 €	0,00 €
main d'œuvre	1	h	0,00 €	0,00 €

nom de la structure juridique, nature et montant du capital, SIREN, N°TVA intracommunautaire, éventuel labels et certifications (RGE, qualimachin,...) numéro de contrat d'assurance RC et Décennale

nom et adresse de l'entreprise

Numéro de téléphone

nom et adresse du maitre d'ouvrage

adresse de
facturationPieusse, le *date***N°Devis**

Nature des travaux et adresse du chantier si différente de celle de facturation

LOTS	fourniture	main d'œuvre	TVA	Total TVA	Total HT
Lot 1 nature des travaux sans tva réduite	0,00 €	0	20,00%	0,00 €	0,00 €
Lot 2 nature des travaux de rénovations	0,00 €	0	10,00%	0,00 €	0,00 €
Lot 3 nature des travaux de renovations thermiques	0,00 €	0	5,50%	0,00 €	0,00 €

Les prix sont établis sur la base du taux de TVA en vigueur au jour de la remise de l'offre. En cas de variation ultérieure du taux de TVA, celui-ci sera modifié et le nouveau taux de TVA défini par la loi sera appliqué. Pour bénéficier du taux réduit de 10 % ou de 5,5 % de la TVA, la personne à laquelle les travaux sont facturés (ou son représentant) doit remettre au prestataire avant le commencement des travaux l'attestation de TVA réduite qu'elle a elle-même remplie, datée et signée.

Pour pouvoir participer aux travaux, un contrat de participation, ainsi que les éventuels conventions de bénévolat si le maitre d'ouvrage compte se faire aider par des bénévoles, devra être établi et signé avec le présent devis au plus tard à la date de signature de ce devis.

TOTAL HT	0,00 €
TOTAL TVA	0,00 €
TOTAL TTC	0,00 €

Acompte à la signature	0,00 €
Solde	0,00 €
Lot n°1	0,00 €
Lot n°2	0,00 €
Lot n°3	0,00 €

DATE PREVISIBLE DES TRAVAUX : définie ensemble à la réception du devis signé et du chèque d'acompte, à l'exclusion des cas de force majeure, à condition du bon approvisionnement des matières premières.

Cette offre est valable X mois à compter de la date d'établissement du devis.

Ce devis est établi en deux exemplaires dont un, en cas d'acceptation, est à retourner revêtu de la mention « lu et approuvé, Bon pour accord », de la date et de votre signature.

Validation du contrat au versement du premier acompte.

condition de règlement:

mode de règlement:

observation: **préciser s'il y a accompagnement, sur quel lot et mentionner le contrat d'accompgnement signé en annexe**

date et signature:

nom de la structure juridique, nature et montant du capital, SIREN, N°TVA intracommunautaire, éventuel labels et certifications (RGE, qualimachin,...)

Nom Prénom expéditeur
N° Rue
CP Ville

FEDAC - EXEMPLAIRE TYPE / DOCUMENT DE TRAVAIL

Assurance destinataire
N° Rue
CP Ville
à (ville), le (date)

Objet : demande de validation de l'assurabilité d'un devis

Madame, Monsieur,

Je soussigné (.....*nom*.....), responsable légal de l'entreprise (.....*nom et référence client*.....) assurée par vos soins, interviendrai au titre de (.....*métier assuré*.....) dans le cadre du chantier présenté ci-après.

Nature des travaux et caractère réglementaire de la pratique.

Pour s'assurer que le chantier et les ouvrages réalisés soient couverts par le contrat (.....référence du ou des contrats.....) qui nous lie au titre de la responsabilité civile et la garantie décennale, je vous envoie les pièces administratives pour un contrôle de votre part.

J'attire votre attention sur la spécificité de ce chantier qui prévoit la participation du maître d'ouvrage aux travaux, dans un cadre défini par les documents suivants.

Vous trouverez donc ci-joint :

- le devis
- le contrat de participation du maître d'ouvrage
- les conditions générales de vente

Dans l'attente de votre retour, je me tiens à votre disposition pour toute information complémentaire, et je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Date et signature

ATTESTATION SIMPLIFIÉE¹

① IDENTITÉ DU CLIENT OU DE SON REPRÉSENTANT :

Je soussigné(e) :

Nom : Prénom :

Adresse : Code postal : Commune :

② NATURE DES LOCAUX

J'atteste que les travaux à réaliser portent sur un immeuble achevé depuis plus de deux ans à la date de commencement des travaux et affecté à l'habitation à l'issue de ces travaux :

maison ou immeuble individuel immeuble collectif appartement individuel

autre (précisez la nature du local à usage d'habitation)

Les travaux sont réalisés dans :

un local affecté exclusivement ou principalement à l'habitation

des pièces affectées exclusivement à l'habitation situées dans un local affecté pour moins de 50 % à cet usage

des parties communes de locaux affectés exclusivement ou principalement à l'habitation dans une proportion de (.....) millièmes de l'immeuble

un local antérieurement affecté à un usage autre que d'habitation et transformé à cet usage

Adresse² : Commune : Code postal :

dont je suis : propriétaire locataire autre (précisez votre qualité) :

③ NATURE DES TRAVAUX

J'atteste que sur la période de deux ans précédant ou suivant la réalisation des travaux décrits dans la présente attestation, les travaux :

n'affectent ni les fondations, ni les éléments, hors fondations, déterminant la résistance et la rigidité de l'ouvrage, ni la consistance des façades (hors ravalement).

n'affectent pas plus de cinq des six éléments de second œuvre suivants :

Cochez les cases correspondant aux éléments affectés : planchers qui ne déterminent pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage huisseries extérieures cloisons intérieures installations sanitaires et de plomberie installations électriques

système de chauffage (pour les immeubles situés en métropole)

NB : tous autres travaux sont sans incidence sur le bénéfice du taux réduit.

n'entraînent pas une augmentation de la surface de plancher de la construction existante supérieure à 10 %.

ne consistent pas en une surélévation ou une addition de construction.

J'atteste que les travaux visent à améliorer la qualité énergétique du logement et portent sur la fourniture, la pose, l'installation ou l'entretien des matériaux, appareils et équipements dont la liste figure dans la notice (1 de l'article 200 quater du code général des impôts – CGI) et respectent les caractéristiques techniques et les critères de performances minimales fixés par un arrêté du ministre du budget (article 18 bis de l'annexe IV au CGI).

J'atteste que les travaux ont la nature de travaux induits indissociablement liés à des travaux d'amélioration de la qualité énergétique soumis au taux de TVA de 5,5 %.

④ CONSERVATION DE L'ATTESTATION ET DES PIÈCES JUSTIFICATIVES

Je conserve une copie de cette attestation ainsi que de toutes les factures ou notes émises par les entreprises prestataires jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant la réalisation des travaux et m'engage à en produire une copie à l'administration fiscale sur sa demande.

Si les mentions portées sur l'attestation s'avèrent inexactes de votre fait et ont eu pour conséquence l'application erronée du taux réduit de la TVA, vous êtes solidairement tenu au paiement du complément de taxe résultant de la différence entre le montant de la taxe due (TVA au taux de 20 % ou 10 %) et le montant de la TVA effectivement payé au taux de :

- 10 % pour les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de 2 ans ;

- 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de 2 ans ainsi que sur les travaux induits qui leur sont indissociablement liés.

Fait à, le

Signature du client ou de son représentant :

¹ Pour remplir cette attestation, cochez les cases correspondant à votre situation et complétez les rubriques en pointillés. Vous pouvez vous aider de la notice explicative.

² Si différente de l'adresse indiquée dans le cadre ①.

NOTICE (ATTESTATION SIMPLIFIÉE)

Le taux réduit de TVA de 10 % prévu à l'article 279-0 bis du code général des impôts (CGI) s'applique, sous certaines conditions, aux travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien de locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans.

Le taux réduit de TVA de 5,5 % prévu à l'article 278-0 bis A du code général des impôts (CGI) s'applique, sous certaines conditions, aux travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans ainsi que sur les travaux induits qui leur sont indissociablement liés.

Pour bénéficier des taux réduits vous devez attester que ces conditions sont réunies.

Deux modèles d'attestation sont à votre disposition pour effectuer cette démarche.

Vous pouvez utiliser l'attestation simplifiée pour tous les travaux n'affectant, sur une période de deux ans, aucun des éléments de gros œuvre et pas plus de cinq des six lots de second œuvre définis au 2) du A ci-dessous. L'attestation normale est à utiliser dans les autres cas.

NOTA : Afin d'alléger la charge administrative pesant sur les clients et les professionnels, il est admis que l'attestation simplifiée ne soit pas établie lorsque le montant des travaux pour réparation et entretien, toutes taxes comprises, est inférieur à 300 euros, à condition que la facture comporte les informations suivantes : nom et adresse du client et de l'immeuble objet des travaux, nature des travaux et mention selon laquelle l'immeuble est achevé depuis plus de 2 ans.

A – Quel est l'objet de cette attestation ?

Elle garantit que sont réunies les conditions prévues :

- par l'article 279-0 bis du code général des impôts (CGI) pour bénéficier du taux réduit de 10 % de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien, autres que ceux mentionnés à l'article 278-0 bis A du CGI, de locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans,
- par l'article 278-0 bis A du code général des impôts (CGI) pour bénéficier du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans ainsi que sur les travaux induits qui leur sont indissociablement liés. Les travaux portent sur la fourniture, la pose, l'installation et l'entretien des matériaux, appareils et équipements mentionnés au 1 de l'article 200 quater du CGI, à savoir :
 - les chaudières à haute performance énergétique ;
 - les matériaux d'isolation thermique des parois vitrées, de volets isolants ou de portes d'entrée donnant sur l'extérieur ;
 - les matériaux d'isolation thermique des parois opaques, dans la limite d'un plafond de dépenses par mètre carré ;
 - les matériaux de calorifugeage de tout ou partie d'une installation de production ou de distribution de chaleur ou d'eau chaude sanitaire ;
 - les appareils de régulation de chauffage ;
 - les équipements de chauffage ou de fourniture d'eau chaude sanitaire utilisant une source d'énergie renouvelable, dans la limite d'un plafond de dépenses par mètre carré de capteurs solaires pour les équipements de chauffage ou de fourniture d'eau chaude sanitaire utilisant l'énergie solaire thermique, fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'énergie, du logement et du budget.
 - les équipements intégrant un équipement de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil et un équipement de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire utilisant l'énergie solaire thermique dans la limite d'une surface de capteurs solaires fixée par arrêté conjoint des ministres chargés de l'énergie, du logement et du budget, et après application à la surface ainsi déterminée d'un plafond de dépenses par mètre carré de capteurs solaires ;
 - les systèmes de fourniture d'électricité à partir de l'énergie hydraulique ou à partir de la biomasse ;
 - les pompes à chaleur, autres que air/air, dont la finalité essentielle est la production de chaleur ou d'eau chaude sanitaire ainsi que l'échangeur de chaleur souterrain des pompes à chaleur géothermiques ;
 - les équipements de raccordement à un réseau de chaleur, alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou par une installation de cogénération ;
 - les chaudières à micro-cogénération gaz d'une puissance de production électrique inférieure ou égale à 3 kilovolt-ampères (kvA) par logement ;
 - les appareils permettant d'individualiser les frais de chauffage ou d'eau chaude sanitaire dans un bâtiment équipé d'une installation centrale ou alimenté par un réseau de chaleur ;
 - les systèmes de charge pour véhicules électriques.

Les taux réduits de TVA prévus aux articles 279-0 bis et 278-0 bis A du CGI ne s'appliquent pas aux travaux qui :

- 1) soit portent sur des locaux autres que d'habitation à l'issue des travaux, ou achevés depuis moins de deux ans ;
- 2) soit concourent à la production d'un immeuble neuf, c'est-à-dire les travaux qui rendent à l'état neuf le gros œuvre (la majorité des fondations ou des autres éléments qui déterminent la résistance et la rigidité de l'ouvrage ou de la consistance des façades hors ravalement) ou au moins deux tiers de chacun des éléments de second œuvre (les planchers non porteurs, c'est-à-dire ne déterminant pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage ; les huisseries extérieures ; les cloisons intérieures ; les installations sanitaires et de plomberie ; les installations électriques ; le système de chauffage (en métropole) ;
- 3) soit augmentent la surface de plancher de la construction existante de plus de 10 % ;
- 4) soit conduisent à une surélévation du bâtiment ou à une addition de construction ;
- 5) soit consistent en des travaux de nettoyage, soit concernent l'aménagement et l'entretien des espaces verts, soit correspondent à la fourniture d'équipements ménagers ou mobiliers ou de gros équipements listés à l'article 30-00 A de l'annexe IV au CGI (uniquement pour l'appréciation du taux réduit de TVA portant sur les travaux mentionnés à l'article 279-0 bis du CGI).

B – Comment remplir cette attestation ?

Cadre ① IDENTITÉ DU CLIENT OU DE SON REPRÉSENTANT : L'attestation est remplie par la personne qui fait effectuer les travaux (propriétaire occupant, propriétaire bailleur, locataire, syndicat de copropriétaires, etc.). C'est à elle de justifier qu'elle a respecté les mentions portées sur l'attestation. Si l'administration conteste les informations portées sur l'attestation, c'est l'administration qui devra apporter la preuve que celles-ci sont inexactes.

Cadre ② NATURE DES LOCAUX : Pour bénéficier des taux réduits de la TVA, les travaux doivent porter sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans. Les taux réduits sont également applicables aux travaux qui ont pour objet d'affecter principalement à un usage d'habitation un local précédemment affecté à un autre usage sauf s'ils concourent à la production d'un immeuble neuf.

Cadre ③ NATURE DES TRAVAUX : cochez les cases correspondant à votre situation.

C – A qui remettre l'attestation ?

Cadre ④ REMISE DE L'ATTESTATION ET CONSERVATION DES PIÈCES JUSTIFICATIVES : L'attestation, une fois complétée, datée et signée, doit être remise au prestataire effectuant les travaux, avant leur commencement (ou au plus tard avant la facturation).

Lorsqu'il y a plusieurs prestataires, un original de l'attestation doit être remis à chacun d'entre eux.

Vous devez conserver une copie de l'attestation ainsi que l'ensemble des factures ou notes émises par le(s) prestataire(s) ayant réalisé des travaux jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant leur réalisation. En cas de réalisation de travaux d'amélioration de la qualité énergétique, vous devez conserver la facture comportant les mentions prévues au b du 6 de l'article 200 quater du CGI.

Ces factures doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article 289 :

- le lieu de réalisation des travaux ;
- la nature de ces travaux ainsi que la désignation, le montant et, le cas échéant, les caractéristiques et les critères de performances des équipements, matériaux et appareils ;
- dans le cas de l'acquisition et de la pose de matériaux d'isolation thermique des parois opaques, la surface en mètres carrés des parois opaques isolées, en distinguant ce qui relève de l'isolation par l'extérieur de ce qui relève de l'isolation par l'intérieur ;
- dans le cas de l'acquisition d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable, la surface en mètres carrés des équipements de production d'énergie utilisant l'énergie solaire thermique.

Elles devront en effet être produites si l'administration vous demande de justifier de l'application du taux réduit de la TVA.

D – Quelles sont les conséquences de la remise d'une attestation erronée ?

Si les mentions portées sur l'attestation s'avèrent inexactes de votre fait et ont eu pour conséquence l'application erronée du taux réduit de la TVA, vous êtes solidairement tenu au paiement du complément de taxe résultant de la différence entre le montant de la taxe due (TVA au taux de 20 % ou 10 %) et le montant effectivement payé, TVA au taux de :

- 10 % pour les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de 2 ans ;
- 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de 2 ans ainsi que sur les travaux induits qui leur sont indissociablement liés.

* *

Pour toute question relative à ces attestations, vous pouvez consulter le site internet www.impots.gouv.fr, rubrique « documentation », contacter « Impôts-Service » au 0810.IMPOTS (0810 467 687, prix d'un appel local depuis un poste fixe), ou vous adresser à votre service des impôts (dont les coordonnées figurent en haut de votre déclaration de revenus). Toutes précisions sont apportées par ailleurs dans le bulletin officiel des finances publiques-impôts (BOFiP – Impôts) BOI-TVA-LIQ-30-20-90 consultable sur le site Internet déjà cité.

**FEDAC - EXEMPLAIRE TYPE /
DOCUMENT DE TRAVAIL**

CONVENTION DE BÉNÉVOLAT

Entre les soussignés :

M^{me} / M , la/le maître-*sse* d'ouvrage, d'une part, et

M^{me}/ M , la/le bénévole d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit,

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'organisation et de déroulement du bénévolat accompli par M^{me}/ M dans le cadre du chantier participatif se déroulant à l'adresse suivante :

ARTICLE 2 : CADRE D'INTERVENTION DU BÉNÉVOLAT

Est bénévole toute personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial.

Le cadre d'intervention du bénévolat de M^{me}/ M, au sein du chantier participatif est défini comme suit :

Nature des travaux envisagés : (*correspondant à la nature des travaux du devis de la/du professionnel-le accompagnateur-trice*)

.....
Participations complémentaires : (*ex : préparation des repas, tâches ménagères, animation*)

.....
Les interventions sur le chantier se feront uniquement en présence de la/du professionnel-le accompagnateur-trice avec une amplitude horaire pouvant aller de ...h.... à ...h.... les lundis/mardis/mercredis/jeudis/ vendredis/samedis/dimanches (rayer mention(s) inutile(s)) .

*La prise en charge de la restauration sur le chantier se fera par la/le maître-*sse* d'ouvrage / la/le bénévole (rayer mention inutile).*

ARTICLE 3 : DROITS DE LA/DU BÉNÉVOLE

Il ne sera jamais demandé à un bénévole de remplacer un professionnel. La/le bénévole n'est soumis à aucun lien de subordination juridique. Sa participation est volontaire : il est toujours libre d'y mettre un terme sans procédure, ni dédommagement.

ARTICLE 4 : DEVOIRS DE LA/DU BÉNÉVOLE

La/le bénévole s'engage à respecter le programme d'interventions établi et coordonné d'un commun accord avec le professionnel accompagnateur, en lien avec les responsables de structures.

En cas d'absence, la/le bénévole s'engage à prévenir au préalable la/le maître-*sse* d'ouvrage.

La/le bénévole aura pris préalablement connaissance des règles d'hygiène et de sécurité, et de gestion des déchets, mises en place par la/le professionnel-le et s'engage à les respecter.

La/le bénévole ne peut pas profiter des séances de bénévolat pour promouvoir de quelque manière que ce soit son activité commerciale, ses convictions politiques ou religieuses.

En cas de manquement aux devoirs, la/le bénévole peut se voir exclu-e du chantier sans délai.

*La/le maître-*sse* d'ouvrage s'engage à fournir les équipements de protection individuels (EPI) suivants :*

- *protection auditive*

- *gants*
- *casque*
- *genouillères*

La/le bénévole s'engage à être équipé-e des EPI suivants :

- *chaussures de sécurité*
- *vêtements de travail*

ARTICLE 5 : ASSURANCE

Dans le cadre d'un chantier encadré par un-e professionnel-le, cette/ce dernier-ère est dans l'obligation d'avoir souscrit à un contrat d'assurance de responsabilité civile couvrant la/le bénévole. En cas d'absence de la/le professionnel-le, la/le maître-sse d'ouvrage est responsable de la sécurité et doit également souscrire à un contrat d'assurance de responsabilité civile couvrant la/le bénévole.

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention de bénévolat est valable pour la période du/..../..... au/..../..... et peut être reconduite de manière tacite.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, il pourra être mis fin à l'activité de bénévolat sans délai.

en italique : modifiable et supprimable

Fait à , le/..../.....

Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé" :

la/le maître-sse d'ouvrage :

la/le bénévole :

LE GUIDE DU BÉNÉVOLAT

2019-2020

droits des bénévoles

soutien au bénévolat

formation des bénévoles



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE ET
DE LA JEUNESSE

Il n'existe pas de définition juridique du bénévolat. La définition communément retenue est celle d'un avis du Conseil Économique et Social du 24 février 1993 : « Est bénévole toute personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial ».

Le bénévolat est la situation dans laquelle une personne apporte temps et compétences à titre gratuit pour une personne ou un organisme. Il se distingue donc de la situation de travail (ou salariat) essentiellement par les critères suivants :

- Le bénévole ne perçoit pas de rémunération. Il peut être dédommagé des frais induits par son activité (déplacement, hébergement, achat de matériel...);
- Le bénévole n'est soumis à aucun lien de subordination juridique. Sa participation est volontaire : il est toujours libre d'y mettre un terme sans procédure, ni dédommagement. Il est en revanche tenu de respecter les statuts de l'association, ainsi que les normes de sécurité dans son domaine d'activité.

Ces quelques éléments de définition montrent qu'il n'existe pas une seule définition, mais des notions caractérisant le bénévolat, parmi lesquelles méritent d'être soulignées celles d'engagement libre et gratuit.

L'avis du Haut Conseil à la Vie Associative intitulé « Document d'orientation du HCVA sur le socle commun du bénévolat » du 13 mars 2014 explicite ces notions et donne un cadre unanimement reconnu pour le bénévolat associatif.

Le directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative

■ **En savoir + :**

Document d'orientation du HCVA sur le socle commun du bénévolat -

http://associations.gouv.fr/IMG/pdf/hcva_socle_commun_benevolat2014.pdf

Sommaire

1. PANORAMA DE L'ENGAGEMENT	page 4
1.1 En Europe	
1.2 En France	
2. DEVENIR BÉNÉVOLE	page 5
2.1 Les jeunes de moins de 18 ans	
2.2 Les demandeurs d'emploi	
2.3 Les actifs	
2.4 Les pré-retraités et retraités	
3. RESPONSABILITÉ ET PROTECTION	page 8
3.1 La responsabilité de l'association envers le bénévole	
3.2 La responsabilité du bénévole	
3.3 La responsabilité pénale	
3.4 La responsabilité financière	
3.5 Les assurances	
4. LES FINANCES	page 11
4.1 Les remboursements de frais des bénévoles	
4.2 La gestion désintéressée et bénévole d'une association	
4.2.1 Le principe	
4.2.2 Les exceptions	
4.3 Le chèque-repas du bénévole	
5. LES CONGÉS POUR S'ENGAGER BÉNÉVOLEMENT	page 14
5.1 Le « congé d'engagement associatif »	
5.2 Le congé pour représenter son association	
5.3 Les autres congés	
6. LE COMPTE ENGAGEMENT CITOYEN	page 16
6.1 Le principe de fonctionnement	
6.2 Les conditions pour être éligible au CEC	
6.3 Les démarches pour utiliser ses droits	
7. LES AUTRES FORMATIONS POUR LES BÉNÉVOLES	page 18
7.1 Plan de formation CIF	
7.2 Le FDVA : un soutien de l'État à la formation des bénévoles	
8. LA RECONNAISSANCE DU BÉNÉVOLAT	page 20
8.1 Les dispositifs	
8.2 Les outils de reconnaissance	
8.3 La certification : le CFGA et la VAE	
9. LA VALORISATION FINANCIÈRE DU BÉNÉVOLAT	page 22
Pour plus d'informations	
Les points ressources près de chez vous	
24 h / 24 h par internet	

Panorama de l'engagement

1.1. En Europe

En Europe, sur 495 millions d'habitants, entre 92 et 94 millions de personnes sont bénévoles, soit 22 à 23 % des Européens de plus de 15 ans.

Ce taux d'engagement est variable selon les États. Il peut représenter 40 % de la population adulte en Suède ou moins de 10 % en Bulgarie. En France, ce taux est de 25 %.

Indépendamment de ces disparités nationales, le nombre de bénévoles et de volontaires a tendance à augmenter en Europe depuis 10 ans.

Dans plus de la moitié des pays de l'Union Européenne, une proportion importante des bénévoles s'implique dans le domaine du sport. Les autres principaux secteurs d'engagement bénévole sont le social, la culture, les loisirs et l'éducation.

1.2. En France

Plus 13 millions de bénévoles, soit 25% des français, mettent leurs compétences, leur temps libre, leur engagement au service des autres. Ils constituent le cœur et le fondement de la vie associative, sans lesquels les 1 500 000 associations en activité n'existeraient pas.

Les principaux secteurs dans lesquels les bénévoles s'investissent sont :

- Social caritatif : 3,5 millions de bénévoles ;
- Sport : 3,2 millions de bénévoles ;
- Loisirs : 2,8 millions de bénévoles ;
- Jeunesse éducation populaire : 2,3 millions de bénévoles ;
- Culture : 2,2 millions de bénévoles.

■ En savoir + sur www.associations.gouv.fr, « rubrique « documentation » Recherches & Solidarités, La France bénévole 2019, <https://recherches-solidarites.org/2019/05/22/la-france-benevole-2019/>



Devenir bénévole

2. Devenir bénévole

Toute personne qui le souhaite peut rejoindre ou créer une association, et s'y investir à la hauteur de ses envies. Cependant, quelques règles existent pour certains statuts ou tranches d'âge.

2.1 Les jeunes de moins de 18 ans

La loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté a modifié l'article 2bis de la loi de 1901. Elle a précisé et élargi les conditions selon lesquelles un mineur peut s'investir dans la vie associative. Ainsi :

- Avant 18 ans, tout jeune peut adhérer librement à une association, et s'y investir de façon bénévole ;
- Avant 16 ans, un mineur peut créer ou administrer une association s'il a une autorisation écrite préalable de ses parents ;
- Entre 16 et 18 ans, un mineur peut créer ou administrer une association sans autorisation préalable de ses parents. Cependant, ses représentants légaux devront être informés par courrier de cet engagement par un des membres de l'association.

La plaquette « être jeune et s'engager dans la vie associative », disponible sur http://associations.gouv.fr/IMG/pdf/etre_jeune.pdf précise ce cadre juridique et fournit les documents nécessaires, notamment un courrier type d'information des représentants légaux.

Pour les jeunes porteurs d'un projet associatif au sein de leur établissement scolaire, un soutien peut être trouvé :

- Au collège, auprès du foyer socio-éducatif (FSE) qui propose des activités notamment à l'initiative des élèves et les fait intervenir dans son fonctionnement même ;
- Au lycée, auprès de la maison des lycéens qui est elle aussi organisée, animée et gérée par les élèves avec l'aide du « référent vie lycéenne » de l'établissement.

Les jeunes de moins de 18 ans ont la possibilité de créer une « junior association ». Cette association n'a pas d'existence administrative, mais le réseau national dit « Juniors associations » apporte un accompagnement aux jeunes qui veulent mettre en place des projets dès 12 ans. Le réseau, qui se porte garant, facilite notamment l'obtention d'une assurance et l'ouverture d'un compte bancaire. 1000 « juniors associations » sont réparties sur l'ensemble du territoire.

Références juridiques :

Pré-majorité associative : article 2bis de la loi du 1^{er} juillet 1901

Investissement dans le cadre scolaire et universitaire : circulaire ministère Éducation nationale n° 2014-092 du 16 juillet 2014, Favoriser l'engagement des élèves - circulaire n°2016-132 du 9 septembre 2016, Pour un acte II de la vie lycéenne

« Charte pour la dynamisation de la vie associative des universités, le développement et la valorisation de l'engagement étudiant », signée le 26 mai 2011.

■ En savoir + :

Le réseau des « Junior Associations » : www.juniorassociations.org

2.2 Les demandeurs d'emploi

Un chômeur peut exercer une activité bénévole dans une association, sans que cela ne lui porte préjudice quant au paiement de ses indemnités.

Certaines conditions doivent être respectées :

- l'activité ne peut être exercée dans une association au sein de laquelle il a été salarié ;
- l'activité ne doit pas empêcher la recherche active d'un emploi ;
- l'activité ne doit pas se substituer à un emploi salarié.

Référence juridique :

Code du travail, article L 5425-8

2.3 Les actifs

L'engagement bénévole des actifs en situation d'emploi est facilité par certains dispositifs organisés par ou avec l'entreprise :

- Le bénévolat de compétences : l'employeur facilite la rencontre entre ses collaborateurs et une ou des associations. Les collaborateurs qui le souhaitent s'engagent ensuite sur leur temps personnel. Des associations facilitent l'identification de missions de bénévolat ponctuelles et compatibles avec des journées de travail ;
- Le mécénat de compétences: l'employeur propose à ses salariés de consacrer quelques heures sur leur temps de travail pour un projet collaboratif avec une association d'intérêt général. L'entreprise peut bénéficier d'une réduction fiscale correspondant au coût du salaire du bénévole pendant sa mission auprès de l'association.

Les actifs peuvent sous certaines conditions bénéficier de congés pour s'investir dans la vie associative (Voir chapitre 5. Les différentes formes de congés).

Référence juridique :

Code général des impôts, article 238 bis

- **En savoir + sur le mécénat et le bénévolat de compétences :**
<http://probonolab.org/>
<http://www.passerellesetcompetences.org/>
<http://www.tousbenevoles.org/>

2.4 Les pré-retraités et retraités

L'investissement des seniors dans les associations est très important.

Souvent engagés depuis plusieurs années dans le tissu associatif, ils sont nombreux à être bénévoles et à assumer des responsabilités associatives. 37 % des 65-74 ans sont bénévoles et un tiers des présidents d'associations en France ont plus de 65 ans.

Une personne en pré-retraite peut sans aucun problème devenir bénévole dans une association, à la seule restriction que ce bénévolat ne s'effectue pas dans une structure dans laquelle il aurait auparavant été salarié.

Pour les retraités, certains organismes de retraite et des mutuelles, voire certains employeurs proposent aux actifs proches de la retraite des stages d'information sur le tissu associatif et l'engagement (voir CAP 2 de Malakoff Médéric ou PRO BTP) ou de rejoindre un réseau (voir Humanis).

Référence juridique :

Bénévolat et pré-retraite : Circulaire interministérielle (CDE) n° 75-85 du 10 décembre 1985



Responsabilité et protection

L'association, en tant que personne morale, est responsable civilement, pénalement et financièrement des dommages et des fautes qu'elle commet. La responsabilité des personnes morales n'exclut pas celle des personnes physiques qui seraient auteurs ou complices de ces mêmes faits. Il peut y avoir alors cumul de responsabilités. Pour autant, les cas de mise en cause de ces responsabilités individuelles sont rares.

Les dirigeants, en qualité de mandataires, sont responsables envers l'association des dommages qu'ils sont susceptibles de lui causer (par exemple en cas de détournement de fonds).

3.1 La responsabilité de l'association envers le bénévole

Les tribunaux considèrent que l'association a l'obligation d'indemniser le bénévole victime de dommages subis en participant aux activités de l'association (« convention tacite d'assistance » entre l'association et le bénévole). Il appartient au bénévole de prouver la relation directe de cause à effet entre sa participation et le dommage.

Pour s'exonérer de l'obligation de réparation, l'association doit, soit établir qu'un cas de force majeure ou du fait d'un tiers a causé le dommage, soit prouver que le bénévole a commis une faute.

Le bénévole peut également demander lui-même réparation des préjudices à la tierce personne dont il démontrera, soit la faute en application des articles 1240 et 1241 du Code civil, soit la responsabilité présumée du fait d'une chose que cette personne avait sous sa garde (en vertu de l'article 1242 du même Code).

Références juridiques :

Code civil : articles 1240, 1241 et 1242

3.2 La responsabilité du bénévole

Même en l'absence de contrat de travail, le bénévole agit sous l'autorité directe de l'association. Il existe un « lien de préposition », qui se définit comme le droit de donner des instructions.

Ainsi, la responsabilité de l'association peut être engagée sur le fondement de la responsabilité du fait d'autrui (article 1242 du Code civil) en cas de dommages causés par un bénévole.

Lorsque le bénévole commet une faute sans rapport avec la mission, l'association peut demander au juge de constater une faute personnelle du bénévole. Dans ce cas, l'association est exonérée de sa responsabilité.

3.3 La responsabilité pénale

Aucune disposition spécifique ne régit la responsabilité pénale des dirigeants d'associations.

Un individu qui enfreint volontairement ou involontairement des règles sociales engage sa responsabilité pénale si l'infraction est réprimée par la loi (crime, délit ou contravention).

L'association, en tant que personne morale peut également être déclarée pénalement responsable de toute infraction commise pour son compte par ses représentants (article 121-2 du Code pénal), mais ces derniers ne sont pas pour autant exonérés de toute responsabilité, s'ils sont auteurs ou complices de l'acte répréhensible.

La responsabilité pénale des acteurs associatifs n'est en jeu que si eux-mêmes, en tant que personnes physiques, ont commis une faute. En effet ils peuvent, à l'occasion de leurs fonctions, se rendre coupables de divers délits de droit commun : escroquerie, publicité mensongère, etc.

A fortiori, ils sont également responsables des infractions commises quand bien même il n'est pas établi qu'ils agissaient pour le compte de l'association (ex: détournement de chèques émis sur le compte de l'association).

3.4 La responsabilité financière

Les dirigeants n'ont en principe aucune responsabilité personnelle quant au paiement des dettes ou du passif de l'association. Ils agissent au nom de l'association ; l'association est donc responsable.

Les dirigeants sont cependant susceptibles de voir leur responsabilité engagée, par exemple en cas de liquidation judiciaire. La responsabilité financière d'un dirigeant exige dans ce cas une triple preuve :

- Une insuffisance d'actif ;
- Une faute de gestion ;
- Un lien de causalité.

Ainsi, ce n'est que dans le cas de faute de gestion ayant conduit à l'insuffisance d'actif que le juge peut décider que les dettes de l'association sont supportées, en tout ou partie, par les dirigeants. Sont alors responsables les dirigeants de droit (les élus au sein des instances dirigeantes) ou de fait (personne exerçant un rôle de dirigeant, même s'il n'est pas élu officiellement).

Par ailleurs, les personnes qui manient des fonds publics doivent être habilitées à le faire. Le juge des comptes (Cour et chambres régionales des Comptes) considère que sont tenus pour responsables non seulement celui qui a personnellement détenu et manié les fonds mais également toute personne l'ayant organisé, connu, toléré alors qu'elle avait les moyens d'y mettre un terme (« gestion de fait »).

Tel peut être le cas :

- Lorsqu'une association, sans gérer un service ou un équipement public, encaisse sans titre des recettes de la collectivité ;
- Lorsque l'association exerce en réalité la gestion déléguée d'un service public sans avoir été régulièrement désignée pour cela, en raison du caractère paradministratif de l'association.

En cas de faute, les dirigeants de l'association sont sanctionnés financièrement par une amende à laquelle s'ajoute habituellement une sanction pénale sur le fondement du délit d'octroi d'avantage injustifié (article 432-14 du Code pénal), détournement de fonds publics par négligence (article 432-16 du Code pénal) et enfin pour prise illégale d'intérêt (article 432-12 du Code pénal).

■ **En savoir + :**

www.associations.gouv.fr, article « **La responsabilité des dirigeants** »

3.5 Les assurances

Il n'est pas inscrit, dans le droit général des associations, d'obligation à souscrire une assurance. Cependant, certains types d'associations en ont l'obligation, comme celles gérant les centres de vacances, des centres de loisirs sans hébergement, les établissements ayant la garde de mineurs handicapés ou inadaptés, les associations et groupements sportifs, les associations organisatrices de voyages...

Dans tous les autres cas, il est plus que vivement recommandé aux associations de souscrire une assurance en responsabilité civile. Au moment de l'élaboration du contrat avec l'assureur, il faut recenser toutes les personnes intervenant dans les activités (garanties à l'égard de tiers extérieurs, mais également entre elles) et toutes les activités mises en œuvre et les moyens nécessaires à celles-ci (matériel, véhicule...).

En cas de manifestations exceptionnelles, l'assureur doit être prévenu pour définir une extension temporaire de garantie.

L'association peut également souscrire une assurance individuelle contre les accidents. L'assurance multirisque prévoit souvent cette garantie. Si l'association possède des véhicules, une assurance spécifique doit être prévue.

Si l'association sollicite des bénévoles ou des permanents pour transporter des personnes dans leurs véhicules personnels, elle doit vérifier que le contrat d'assurance personnel du bénévole prévoit cette utilisation.

La très grande majorité des banques et compagnies d'assurance proposent des contrats adaptés aux associations.

4.1 Les remboursements de frais des bénévoles

Les remboursements de frais engagés par les bénévoles sont autorisés à condition que les frais correspondent à des dépenses réelles et justifiées, engagées pour les besoins de l'activité associative. À défaut de justificatifs, cette indemnisation peut exceptionnellement revêtir un caractère forfaitaire si l'approximation par rapport aux frais réels est suffisante (c'est le cas notamment pour les indemnités kilométriques).

Les sommes remboursées aux bénévoles par les associations ne sont pas imposables si elles respectent les conditions ci-dessus. L'association doit conserver les pièces justificatives et, le cas échéant, les éléments permettant de reconstituer avec une approximation suffisante les frais exposés (convocations, comptes-rendus, etc.).

Si un bénévole demande à son association de ne pas lui rembourser les frais engagés pour ses activités bénévoles, le montant correspondant équivaut à un don. Il peut donner lieu à réduction d'impôt lorsque les dépenses correspondent aux conditions suivantes :

- Avoir été engagés en vue strictement de la réalisation de l'objet social d'une œuvre ou d'un organisme d'intérêt général ;
- Être dûment justifiés ;
- Le bénévole doit avoir renoncé expressément à leur remboursement.

Cette disposition s'applique aux les secteurs associatifs mentionnés au 1 de l'article 200 du code général des impôts, à condition que l'association soit d'intérêt général au sens fiscal du terme. Elle suit le même mécanisme que celui des dons des particuliers aux associations.

Dans ce cas, les frais engagés par les bénévoles utilisant leur propre véhicule peuvent, dès lors qu'ils ne sont pas remboursés, être considérés comme des dons et traités comme tels pour les réductions fiscales.

Le tarif kilométrique applicable pour 2018 est de 0,316 €/km pour les véhicules automobiles, et 0,123 €/km pour les vélomoteurs, les scooters et les motos. Ce barème est revu chaque année.

Références juridiques :

Article 200 du code général des impôts

BOFIP BOI-IR-RICI-250-20

■ En savoir + :

www.associations.gouv.fr, article « les frais engagés par les bénévoles »

4.2 La gestion désintéressée et bénévole d'une association

La gestion désintéressée et bénévole d'une association est la condition pour être exonérée d'impôts commerciaux.

L'absence de contrepartie est la caractéristique essentielle du bénévolat. Le principe de la gestion bénévole d'une association est posé dès la loi de 1901 dont l'article 1 précise que : « L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices ». Le versement d'une rémunération peut être analysé comme un tel partage.

4.2.1 Le principe

Le caractère désintéressé de la gestion est subordonné au respect de trois conditions cumulatives :

- L'organisme doit être géré et administré à titre bénévole par des personnes n'ayant elles-mêmes, ou par personne interposée, aucun intérêt direct ou indirect dans les résultats de l'exploitation ;
- L'organisme ne doit procéder à aucune distribution directe ou indirecte de bénéfice, sous quelque forme que ce soit ;
- Les membres de l'organisme et leurs ayants droit ne doivent pas pouvoir être déclarés attributaires d'une part quelconque de l'actif, sous réserve du droit de reprise des apports.

Ainsi, les bénévoles ne peuvent recevoir de la part de l'association que les remboursements de frais (cf. 4.1 Les remboursements de frais). La rémunération correspond à tout versement de sommes d'argent (« indemnité » forfaitaire) ou octroi de tout autre avantage, direct ou indirect (prêt sans intérêt, avantages en nature divers à un bénévole ou à un de ses proches, etc.).

Les conséquences du non-respect de ces règles peuvent être importantes : requalification de la relation en contrat de travail, obligation pour l'association de s'acquitter des charges sociales, imposition du « bénévole », soumission aux impôts commerciaux...

Bien entendu, ces dispositions ne font pas obstacle à ce qu'une association utilise les services d'une main-d'œuvre salariée, à condition que le salaire versé corresponde à un travail effectif et que son montant ne soit pas excessif, compte tenu des usages professionnels.

La notion de « dirigeant » recouvre les dirigeants de droit, c'est-à-dire les membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction, mais aussi toute personne qui assumerait en fait (« dirigeant de fait ») la direction effective d'un organisme (orientations, décisions, etc.), sans être soumis au contrôle des organes dirigeants statutaires.

4.2.2 Les exceptions

Deux dispositions permettent la rémunération des dirigeants associatifs bénévoles, sans que ne soit remis en cause le principe de gestion désintéressée.

- L'administration admet, par tolérance, une rémunération dans la limite de $\frac{3}{4}$ du SMIC d'un dirigeant bénévole, sans remettre en cause le caractère désintéressé de la gestion de l'association ;
- La loi permet de rémunérer de 1 à 3 dirigeants (selon que le montant des ressources privées de l'association est supérieur à 200 000 €, 500 000 € ou 1 million €). La rémunération mensuelle ne peut excéder 3 fois le plafond de la sécurité sociale, soit 10 131 € par mois pour l'année 2019.

Les plafonds indiqués ci-dessus s'entendent toutes natures (ressources publiques ou privées) pour les associations agréées Jeunesse et Éducation Populaire qui souhaiteraient rémunérer un dirigeant de moins de 30 ans.

Pour pouvoir bénéficier de ces exceptions, les associations sont soumises à des obligations de transparence financière et de mise en conformité des statuts : élire régulièrement ses dirigeants, permettre un contrôle de la gestion par ses membres, prévoir explicitement la possibilité de verser une rémunération dans les statuts, décider de cette rémunération par un vote à la majorité des $\frac{2}{3}$ de l'instance délibérative statutairement compétente et désignée par les statuts.

Attention, pour une même personne physique, toutes les rémunérations versées par les associations se cumulent pour l'application des plafonds précités.

Référence juridique :

Code général des impôts, article 261-7-1

4.3 Le chèque-repas du bénévole

Le chèque-repas du bénévole fonctionne de la même manière que pour les salariés. Il permet au bénévole d'acquitter tout ou partie du prix d'un repas consommé au restaurant ou préparé par un restaurateur. Il ne permet cependant pas d'acheter des denrées alimentaires dans un magasin.

Ces chèques-repas s'adressent aux bénévoles ayant une activité régulière. Ils ont une valeur de 6,60 € maximum en 2019 et sont émis par des sociétés spécialisées.

L'association prend la totalité du montant à sa charge. Cette contribution est exonérée de toute charge fiscale, cotisation et contribution sociale.

Références juridiques :

Article 12 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif

Décret n° 2006-1206 du 29 septembre 2006 relatif aux titres-repas du volontaire et aux chèques-repas du bénévole

■ En savoir + :

Commission Nationale des Titres Restaurant

http://www.cntr.fr/V2/guide/crb_emetteurs.php

Les congés pour s'engager bénévolement

5.1 Le « congé d'engagement associatif »

Le « congé d'engagement associatif », officiellement dénommé « congé de formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse, des responsables associatifs bénévoles, des titulaires de mandats mutualistes autres qu'administrateurs et des membres de conseils citoyens », a été créé par l'article 10 de la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté.

Ce congé est destiné à encourager la prise de responsabilités des bénévoles par ailleurs salariés du secteur privé ou agents de la fonction publique.

Il s'adresse spécifiquement aux bénévoles élus dans les organes de direction des associations, ou responsables encadrant d'autres bénévoles (par exemple, responsable d'un centre de distribution alimentaire, responsable d'une antenne locale d'une association nationale...).

Ce dispositif permet de demander 6 journées de congé par an, fractionnables par demi-journées, pour faciliter la conduite d'activités bénévoles nécessitant de s'absenter durant le temps de travail. Il peut être utilisé par le bénévole pour toute activité liée à ses fonctions d'élu, de dirigeant ou d'encadrant associatif, comme par exemple :

- Préparer un projet avec l'ensemble des bénévoles ;
- Participer à une réunion des instances de direction de l'association ;
- Rencontrer un élu, un partenaire.

Références juridiques :

Code du travail, articles L3142-54-1 et suivants

■ En savoir + :

La plaquette sur le congé d'engagement :

http://www.associations.gouv.fr/IMG/pdf/conge_engagement.pdf

5.2 Le congé pour représenter son association

Des associations sont amenées à siéger, de façon consultative ou non, dans des commissions auprès des pouvoirs publics (par exemple, un représentant associatif dans une commission de surendettement, ou un représentant d'une association environnementale au sein d'une commission communale d'aménagement foncier...). Ces instances se réunissent souvent pendant les heures de travail.

Les représentants bénévoles qui y représentent leur association peuvent demander à bénéficier d'un congé de représentation. Celui-ci permet à un salarié ou à un fonctionnaire par ailleurs bénévole et désigné par son association, de la représenter aux réunions d'une commission placée auprès d'une autorité de l'État ou d'une collectivité territoriale :

- 9 jours maximum par an peuvent être accordés et utilisés, éventuellement de façon fractionnée ;
- Pendant son absence, soit le salarié continue de recevoir tout ou partie de sa rémunération de la part de son employeur qui peut assimiler la somme versée à un don éligible à une réduction d'impôt dans les conditions fixées par l'article 238 bis du code général des impôts ; soit, en cas de retenue sur son salaire, le salarié perçoit une indemnité compensatrice identique à celle versée aux conseillers de prud'hommes, soit 8,40 € par heure.

La circulaire n° 2017-032 du 1^{er} mars 2017 du ministère de l'Éducation nationale précise le droit à ce congé pour les représentants des parents d'élèves siégeant dans les conseils académiques départementaux, régionaux, et nationaux.

Références juridiques :

Code du travail, articles L3142-60 à 64 et articles R3142-45 à 51

5.3 Les autres congés

D'autres congés facilitent un engagement régulier ou une expérience ponctuelle.

- Selon les conventions et les accords collectifs ou d'entreprise, des modalités particulières concernant la réduction du temps de travail (RTT) peuvent être prévues pour les salariés qui exercent des responsabilités à titre bénévole (par exemple : délai de prévenance, actions de formation, déroulement de carrière ou prise de jours de repos) ;
- Le congé solidaire permet de partir sur ses congés annuels pendant deux à quatre semaines dans un pays du Sud pour une mission dans une association, avec le soutien éventuel de son employeur pour les frais de mission ;
- Le congé de solidarité internationale permet à un salarié de participer à une mission de plusieurs mois dans une association humanitaire. Son contrat de travail est suspendu pendant la durée du congé. Il réintègre son emploi ou un équivalent à la fin de la mission et conserve tous ses droits liés à l'ancienneté pendant le congé ;
- Le congé sabbatique permet à un salarié de réaliser pendant plusieurs mois un projet personnel tel qu'une expérience bénévole. Son contrat de travail est suspendu. Il réintègre son emploi ou un emploi équivalent à la fin de la mission.

Références juridiques :

RTT : article 15 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail

Le congé de solidarité internationale : code du travail, article L3142-67 à 72, arrêté du 16 juillet 1996 fixant la liste des associations bénéficiaires des dispositions relatives au congé de solidarité internationale

Congé sabbatique : code du travail, articles L3142-28 à 31

Le compte d'engagement citoyen

La loi du 8 août 2016, dite « loi travail », a créé le Compte personnel d'activité (CPA). Il permet notamment de consulter et mobiliser ses droits à la formation professionnelle tout au long de la vie, et de les conserver même en cas de changement d'emploi, de période de chômage ou de mobilité entre différents univers professionnels.

Le CPA réunit plusieurs comptes : le Compte personnel de formation (CPF), le Compte professionnel de prévention (C2P) et le Compte d'engagement citoyen (CEC).

Dans la même logique de parcours tout au long de la vie, ce CEC permet de recenser les activités bénévoles ou de volontariat et, sous réserve de conditions, de voir cette activité reconnue par des droits à formation supplémentaire sur le CPF.

Il est possible d'ouvrir un CPA dès 16 ans pour bénéficier d'un CEC.

6.1 Le principe de fonctionnement

Le Compte d'engagement citoyen offre la possibilité, de façon volontaire, de recenser ses activités bénévoles, volontaires et de réserviste, sur la plateforme de services en ligne gratuite du CPA.

Les activités bénévoles ou de volontariat permettant d'acquérir des droits à formation sur le CPF sont les suivantes :

- Le bénévolat dans une association ;
- Le Service Civique ;
- La réserve militaire opérationnelle ;
- La réserve civile de la Police nationale ;
- La réserve civique et ses réserves thématiques ;
- La réserve citoyenne de défense et de sécurité ;
- La réserve sanitaire ;
- L'activité de maître d'apprentissage ;
- Le volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers.

Le Compte d'engagement citoyen permet de bénéficier, sous conditions, de droits, comptabilisés en euros, sur le CPF, voire de jours de congés payés par l'employeur. L'utilisation de ces droits relève de la liberté individuelle du bénévole. Au choix de l'individu, ces droits peuvent servir pour des formations professionnelles ou des formations de bénévole ou de volontaire.



6.2 Les conditions pour être éligible

Les droits, comptabilisés en euros, sont accordés à certains bénévoles :

- À tout dirigeant bénévole, c'est-à-dire qui siège dans l'organe d'administration ou de direction ;
- À tout bénévole qui participe à l'encadrement d'autres bénévoles. Il s'agira par exemple du bénévole qui dirige ou pilote un établissement, un centre, etc.

Ces bénévoles doivent avoir consacré dans une année civile 200 heures dans une ou plusieurs associations, dont 100 heures au moins dans l'une d'elles.

L'association ou les associations doivent être des associations régies par la loi de 1901 ou être inscrites au registre des associations en application du code civil local dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle. Elles doivent être déclarées depuis trois ans au moins et leurs activités sont celles mentionnées à l'article 200 du code général des impôts.

L'attribution de jours de congés pour un engagement bénévole est à la libre appréciation de chaque employeur et dépend de convention ou d'accord collectif d'entreprise. Les conditions de leur octroi relèvent de chaque entreprise.

6.3 Les démarches pour utiliser ses droits

Le CPA et le CEC sont effectifs depuis le 1^{er} janvier 2017.

Chaque bénévole qui s'estime éligible et est intéressé par ces droits à formation supplémentaires peut engager une démarche volontaire pour déclarer ses activités éligibles et les faire attester.

Ces déclarations sont annuelles.

Chaque année, le téléservice **Le compte bénévole** permet de déclarer jusqu'au 30 juin ses activités bénévoles éligibles réalisées l'année précédente. Une fois enregistrée, la déclaration est automatiquement envoyée au dirigeant bénévole qui valide les déclarations des bénévoles de son association sur le téléservice **Le compte association**. La validation est possible sur **Le compte asso** jusqu'au 31 décembre de l'année de la déclaration.

Pour attester d'une déclaration, il est donc essentiel que chaque association désigne un « valideur CEC » parmi ses dirigeants bénévoles. Il peut s'agir du président, d'un membre du bureau, etc. Le valideur s'identifie avant toute déclaration sur la plateforme **Le compte asso**. Il y reçoit ensuite les déclarations des bénévoles de son association pour les valider.

À titre d'exemple, un bénévole éligible peut déclarer ses activités 2019 sur Le compte bénévole du 1^{er} janvier au 30 juin 2020 et peut faire valider sa déclaration jusqu'au 31 décembre 2020.

Références juridiques :

Code du travail : article L5151-7 à L5151-12, articles R5151-16 à R5151-19 et D5151-11 à D5151-15

■ En savoir + :

<http://www.associations.gouv.fr/cec>

<https://www.moncompteactivite.gouv.fr/cpa-public/mes-droits-formation>

Les autres formations pour les bénévoles

7.1 Plan de formation et CIF

Pour les bénévoles qui ne disposent pas d'heures de formation grâce à leur compte d'engagement citoyen, les formations au titre du bénévolat peuvent être prises en charge soit dans le cadre du plan de formation des entreprises, soit dans celui du congé individuel de formation.

- Le plan de formation rassemble l'ensemble des actions de formation définies dans le cadre de la politique de gestion du personnel de l'entreprise. Pendant ces formations, le salarié reste sous la subordination juridique de l'employeur. Chaque entreprise définit son plan de formation mais elle n'a pas obligation de former ses salariés pour leurs missions bénévoles ;
- Le congé individuel de formation (CIF) permet notamment de suivre une formation, en dehors du plan de formation de l'entreprise, pour se préparer à l'exercice de responsabilités associatives bénévoles. La durée ne peut excéder un an à temps plein ou 1 200 heures à temps partiel. Des conditions d'ancienneté sont requises.

Pendant la formation, les organismes paritaires agréés peuvent prendre en charge tout ou partie de la rémunération (souvent entre 80 et 90 %), le coût de la formation, les frais de transport et l'hébergement. L'employeur peut verser un complément.

Références juridiques :

Code du travail, articles L6322-1

Dans le champ du sport, loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000

7.2 Le FDVA : un soutien de l'État à la formation des bénévoles

L'État accompagne les associations par le soutien à la formation de leurs bénévoles, pour le renforcement de leurs compétences et de leur motivation via le Fonds pour le développement de la vie associative (FDVA).

Le FDVA soutient les projets de formation initiés par les associations qui apportent une formation technique ou spécifiquement liée au projet associatif aux bénévoles assumant des responsabilités. Les associations peuvent bénéficier d'une subvention forfaitaire, aujourd'hui comprise entre 400 et 700 euros par jour de formation.

Chaque début d'année, une campagne est lancée à travers une instruction nationale et des instructions régionales précisant les orientations et les types de formations qui pourront être soutenus.

Ce fonds est déconcentré:

- Les associations nationales et les projets interrégionaux peuvent répondre à l'appel à projets national publié sur www.associations.gouv.fr ;
- Les associations locales et établissements locaux d'associations nationales peuvent répondre aux appels à projets publiés par chaque direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) et accessibles sur www.associations.gouv.fr.

En outre, à titre complémentaire et à travers des appels à projets distincts :

- Les fonds régionaux peuvent soutenir la mise en œuvre de projets ou d'activités d'une association, pour le développement de nouveaux services à la population, dans leur phase de création ;
- Le fonds national peut soutenir la réalisation d'études ou d'expérimentations nationales ou interrégionales de nature à contribuer au développement de la vie associative dans une perspective d'innovation sociale.

Référence juridique :

Décret n° 2011-2121 du 30 décembre 2011 relatif au fonds pour le développement de la vie associative

■ En savoir + :

<http://www.associations.gouv.fr/FDVA.html>



La reconnaissance du bénévolat

8.1 Les dispositifs

L'expérience acquise en tant que bénévole peut être reconnue :

- De l'école primaire au lycée, le parcours citoyen a pour objectif d'amener les élèves à devenir des citoyens responsables. Il incite les élèves à s'engager, dans la vie de l'établissement ou dans les associations. L'application Folios (<https://folios.onisep.fr>) permet de prendre en compte ces engagements ;
- L'article 29 de la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté généralise les dispositifs de reconnaissance de l'engagement étudiant dans les établissements d'enseignement supérieur.

Depuis la rentrée universitaire 2017/2018, tous les établissements d'enseignement supérieur doivent mettre en place un dispositif de reconnaissance des compétences et aptitudes acquises dans le cadre d'une activité bénévole au sein d'une association. Ces dispositifs se traduisent par l'attribution de crédits ECTS, de points de bonification ou de toute autre modalité définie par l'université. Par ailleurs, les établissements d'enseignement supérieur doivent permettre l'aménagement des études des étudiants fortement investis dans la vie associative (membres des instances de direction des associations).

Dans la sphère professionnelle, les compétences démontrées à travers une expérience bénévole peuvent aussi être valorisées sur un CV ou lors d'un entretien d'embauche ou une évaluation annuelle si le candidat souhaite évoquer cette expérience.

Références juridiques :

Article L 611-9 et L 611-11 du code de l'éducation

Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle

8.2 Les outils de reconnaissance

Pour faire reconnaître son expérience bénévole dans ces différents cadres, il est important de savoir l'évoquer en termes de compétences, familières aux milieux scolaire et professionnel.

Le portefeuille de compétences, édité par le ministère chargé de la Vie associative, peut servir de source d'inspiration pour tout bénévole, quels que soient son profil et sa mission. Résultat d'un travail interassociatif auquel ont aussi participé Pôle Emploi, des entreprises et des universités, il recense nombre de compétences génériques à travers des fiches personnalisables et accompagnées de guides pratiques pour savoir identifier, formuler, décrire et présenter les compétences attachées à sa mission bénévole.

Des outils ont également été créés par des associations, utilisables par tout bénévole de toute association ou plus spécifiquement par les bénévoles de l'association qui les propose. Ils permettent de lister les compétences identifiées et de les faire attester par un responsable associatif.

■ **En savoir + :**

Le portefeuille de compétences :

<http://www.associations.gouv.fr/le-portefeuille-de-competences.html>

Le passeport bénévole de France bénévolat : <http://www.passeport-benevole.org>,

le test de compétences de Animafac :

<http://competences.animafac.net>,

l'outil Valorise toi ! des Scouts et guides de France : <https://www.sgdf.fr/actualites-chefs-cadres/toute-l-actualites-chefs-cadres/valorise-tes-competences-scoutes>,

le carnet de vie du Centre national olympique et sportif français

http://franceolympique.com/art/160-carnet_de_vie_du_benevole.html

8.3 La certification: le CFGA et la VAE

Le certificat de formation à la gestion associative (CFGA) permet d'accompagner l'engagement bénévole des personnes qui souhaiteraient renforcer leurs connaissances pour assumer des responsabilités de gestion administrative, financière et humaine dans une association.

Le CFGA se compose d'une formation théorique de 30 heures minimum, sur tous les aspects de la gestion d'une association (droit, comptabilité, management...) et d'un stage pratique de 20 jours minimum dans une association. Il constitue une simple reconnaissance d'un parcours de formation. Il ne s'agit pas d'un diplôme reconnu par l'État. Cette formation est très utile pour les bénévoles nouvellement élus au sein des instances de direction d'une association.

Différents types d'organismes peuvent organiser et délivrer un CFGA. Ils sont agréés chaque année par le préfet de région.

Par ailleurs, un bénévole avec une expérience d'un an au moins peut prétendre à une validation des acquis de son expérience (VAE) pour l'obtention de tout ou partie d'un titre, d'un diplôme ou d'un certificat en rapport avec son activité bénévole.

Pour cela, un dossier et une soutenance devant un jury doivent être préparés. Un accompagnement est souvent utile tout au long de cette démarche.

Le candidat peut s'adresser à un point relais conseil tels que le délégué départemental à la vie associative (DDVA) ou le dispositif académique de validation des acquis (DAVA).

Pour les personnes en situation d'emploi, les plans de formation de l'employeur peuvent prévoir la possibilité de bénéficier d'une VAE.

Références juridiques :

Le CFGA : décret n° 2008-1013 du 1^{er} octobre 2008 relatif au certificat de formation à la gestion associative

La VAE : article L335-5 du code de l'éducation – tous les textes juridiques sont disponibles sur www.vae.gouv.fr

■ **En savoir + :**

www.associations.gouv.fr/cfga

La valorisation financière du bénévolat

Le bénévolat constitue l'une des contributions volontaires en nature, par principe, sans contrepartie.

La valorisation a pour objet de rendre compte de la valeur ajoutée et de l'utilité sociale du bénévolat. Comme celui-ci ne génère pas de flux financier, il n'entraîne pas de comptabilisation et il n'apparaît donc pas toujours dans les documents composant les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe). Pour autant, il peut être intéressant de faire apparaître le bénévolat, en complément des flux financiers, pour donner une image fidèle des ressources nécessaires aux activités développées.

Les raisons pour une association de valoriser financièrement le bénévolat sont nombreuses :

- Pour rendre compte de l'intégralité des ressources « propres » ou internes de l'association, un élément utile dans les relations avec les financeurs : collectivités au titre des subventions, établissements financiers pour les demandes de prêts, les donateurs (particuliers et/ou entreprises) ;
- Pour mettre ainsi en évidence « l'effet de levier » des financements, du fait de l'action et de l'engagement des bénévoles ;
- Pour apprécier les coûts réels de mise en œuvre d'un projet associatif ;
- Pour sensibiliser à la fragilité de la « ressource » bénévole, à l'importance de sa fidélisation et de son nécessaire renouvellement et faciliter la valorisation de l'expérience bénévole ;
- Pour relativiser les frais de fonctionnement, de gestion administrative ou de collecte de fonds ;
- Pour une meilleure appréciation, par l'administration fiscale, de la part prépondérante d'une activité en cas de création de secteur distinct (lucratif/ non lucratif) afin de bénéficier de la franchise d'activité lucrative de 63 059 € (montant pour 2019 indexé chaque année) et éventuellement démontrer le caractère désintéressé de la gestion de l'organisme sans but lucratif ;
- Pour constituer un premier outil de contrôle interne, d'aide à la gestion.

Le cadre juridique est fixé par le règlement comptable CRC n° 99-01, complété par le règlement CRC n° 2008-12 pour les associations et fondations faisant appel à la générosité du public.

Aucun texte normatif ne fixe de barème ni de tarif pour valoriser le bénévolat. La doctrine comptable propose diverses méthodes allant du coût horaire du SMIC, à la valeur de remplacement (prestation facturée) en passant par la référence à une grille de salaires.

En savoir + :

- **Retrouvez les dispositifs existants et les conseils de valorisation dans le guide pratique « La valorisation comptable du bénévolat » disponible sur www.associations.gouv.fr**

POUR PLUS
d'informations

Les points ressources près de chez vous

Plus de 1100 points ressources, lieux physiques, sont présents sur l'ensemble du territoire national pour soutenir le développement de la vie associative, conforter la place et le rôle des associations dans la vie sociale, économique, culturelle ou sportive et l'engagement bénévole. Elles informent, conseillent et simplifient les relations entre associations et pouvoirs publics, dont l'État.

À ce titre, le DDVA (délégué départemental à la vie associative – nommé par le Préfet) coordonne dans chaque département l'activité des points ressources, dont les centres de ressources et d'information des bénévoles (CRIB). La mission des CRIB est de venir en appui aux bénévoles et aux associations afin de simplifier leurs tâches, leur faciliter l'accès à l'information, les accompagner dans les démarches afin de dégager le temps nécessaire à la conduite du projet associatif.

24 h/24 h par Internet

Le portail officiel www.associations.gouv.fr est le site gouvernemental dédié à la vie associative. Il permet de :

- Effectuer des démarches administratives en ligne grâce à l'accès direct à www.service-public.fr/associations et ses télé-services de démarches en ligne (création, modifications de dirigeants, demande de subvention, etc.) ;
- Consulter des documentations pratiques et gratuites ;
- Accéder à un guide juridique et fiscal complet, adapté aux acteurs associatifs : responsabilité des dirigeants, exonération fiscale des associations, etc.
- Géolocaliser les points ressources proches de vous sur la carte de France, par exemple pour offrir ou rechercher des missions bénévoles, trouver une structure d'accompagnement spécialisée en matière d'emploi salarié ou de fiscalité, etc.



Plus d'informations ?



www.associations.gouv.fr



où vous trouverez les coordonnées :

- **du centre de ressources
et d'informations des bénévoles
(CRIB)**

- **du délégué départemental à la vie associative
(DDVA)**

- **des points d'information sur la vie associative
près de chez vous**



www.associations.gouv.fr



@Asso_gouv

FEUILLE D'ÉMARGEMENT

Adresse du chantier : _____

Maître d'ouvrage : _____

Professionnel accompagnateur : _____

Semaine du __/__/__ au __/__/__

	MAÎTRE D'OUVRAGE		PROFESSIONNEL	
DATES	MATIN	APRES-MIDI	MATIN	APRES-MIDI
LUNDI				
MARDI				
MERCREDI				
JEUDI				
VENDREDI				
SAMEDI				
DIMANCHE				

SIGNATURES DU MAÎTRE D'OUVRAGE
ET DU PROFESSIONNEL ACCOMPAGNATEUR :

**FEDAC - EXEMPLAIRE TYPE /
DOCUMENT DE TRAVAIL**

FEUILLE D'ÉMARGEMENT

Adresse du chantier : _____

Maître d'ouvrage : _____

Professionnel accompagnateur : _____

Semaine du __/__/__ au __/__/__

DATES	MAÎTRE D'OUVRAGE		PROFESSIONNEL	
	MATIN	APRES-MIDI	MATIN	APRES-MIDI
LUNDI				
MARDI				
MERCREDI				
JEUDI				
VENDREDI				
SAMEDI				
DIMANCHE				

SIGNATURES DU MAÎTRE D'OUVRAGE
ET DU PROFESSIONNEL ACCOMPAGNATEUR :

**FEDAC - EXEMPLAIRE TYPE /
DOCUMENT DE TRAVAIL**

**FEDAC - EXEMPLAIRE TYPE /
DOCUMENT DE TRAVAIL**

Avenant au contrat de participation du/de la maître-sse d'ouvrage

Entre les soussignés :

M^{me} / M , le-la maître-sse d'ouvrage, d'une part, et

M^{me}/ M , le-la Professionnel-le accompagnateur-trice d'autre part.

-Préambule de présentation du chantier

-Nature des travaux équivalents au contrat à modifier

-rappel du numéro de devis lié au contrat

Il est convenu et arrêté ce qui suit,

d'un commun accord une modification est portée sur la question de.....

et la décision de.....

est prise par les deux parties, ce qui implique

Fait à , le/..../.....

Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé" :

la/le maître-sse d'ouvrage :

le-la Professionnel-le accompagnateur-trice :

nom et adresse de l'entreprise
Numéro de téléphone

nom et adresse du maitre d'ouvrage
adresse de
facturation

lieu, le *date*

N°Facture

Nature des travaux et adresse du chantier si différente de celle de facturation

Lot 1 nature des travaux sans tva réduite
Lot 2 nature des travaux de rénovations
Lot 3 nature des travaux de renovations thermiques

FEDAC - EXEMPLAIRE TYPE /
DOCUMENT DE TRAVAIL

N°Facture

Nature des travaux et adresse du chantier si différente de celle de facturation

Désignation	Quantité	Unité	Prix unitaire	Montant H.T.
Lot 1 nature des travaux sans tva réduite				12,00 €
détail des travaux				6,00 €
fourniture	1	Unité	1,00 €	1,00 €
main d'œuvre	1	h	2,00 €	2,00 €
main d'œuvre accompagnée (temps du professionnel sur feuille d'émargement)	1	h	3,00 €	3,00 €
détail des travaux				6,00 €
fourniture	1	Unité	1,00 €	1,00 €
main d'œuvre	1	h	2,00 €	2,00 €
main d'œuvre accompagnée (temps du professionnel sur feuille d'émargement)	1	h	3,00 €	3,00 €
Lot 2 nature des travaux de rénovations				12,00 €
détail des travaux				6,00 €
fourniture	1	Unité	1,00 €	1,00 €
main d'œuvre	1	h	2,00 €	2,00 €
main d'œuvre accompagnée (temps du professionnel sur feuille d'émargement)	1	h	3,00 €	3,00 €
détail des travaux				6,00 €
fourniture	1	Unité	1,00 €	1,00 €
main d'œuvre	1	h	2,00 €	2,00 €
main d'œuvre accompagnée (temps du professionnel sur feuille d'émargement)	1	h	3,00 €	3,00 €
Lot 3 nature des travaux de renovations thermiques				2,00 €
détail des travaux				6,00 €
fourniture	1	Unité	1,00 €	1,00 €
main d'œuvre	1	h	2,00 €	2,00 €
main d'œuvre accompagnée (temps du professionnel sur feuille d'émargement)	1	h	3,00 €	3,00 €
détail des travaux				6,00 €
fourniture	1	Unité	1,00 €	1,00 €
main d'œuvre	1	h	2,00 €	2,00 €
main d'œuvre accompagnée (temps du professionnel sur feuille d'émargement)	1	h	3,00 €	3,00 €

nom de la structure juridique, nature et montant du capital, SIREN, N°TVA intracommunautaire, éventuel labels et certifications (RGE, qualimachin,...)

nom et adresse de l'entreprise

Numéro de téléphone

nom et adresse du maitre d'ouvrage

adresse de

facturation

Pieusse, le *date***N°Facture**

Nature des travaux et adresse du chantier si différente de celle de facturation

LOTS	fourniture	main d'œuvre	TVA	Total TVA	Total HT
Lot 1 nature des travaux sans tva réduite	2,00 €	10	20,00%	2,4	12
Lot 2 nature des travaux de rénovations	2,00 €	10	10,00%	1,2	12
Lot 3 nature des travaux de renovations thermiques	2,00 €	10	5,50%	0,66	2

Nous nous réservons la propriété des matériels et fournitures jusqu'au paiement complet du prix par l'acheteur.

TOTAL HT	26,00 €
TOTAL TVA	4,26 €
TOTAL TTC	30,26 €

Acompte réglé à la signature	13,62 €
reste à payer	16,64 €
Solde	Lot n°1 7,92 €
Solde	Lot n°2 7,26 €
Solde	Lot n°3 1,46 €